https://www.elcorreo.eu.org/LE-MINISTERE-DE-LA-SANTE-ARGENTIN-A-DETECTE-JUSQU-A-4-000-DES-SURFACTURATIONS

LE MINISTERE DE LA SANTE ARGENTIN A DETECTE JUSQU'A 4 000 % DE SURFACTURATIONS

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le ministère de la Santé a détecté des factures gonflées pour du matériel orthopédique et des fauteuils roulants et a transmis l'information aux autorités. Ce système de corruption est quasiment identique à celui qui concernait les médicaments les plus chers, où les « 3 % » étaient reversés à la *Casa Rosada* (le palais présidentiel).

La corruption et les prix abusifs à l'**Agence Nationale du Handicap** (ANDIS) ne se limitaient pas aux appels d'offres pour les médicaments chers. Le réseau dirigé par **Diego Spagnuolo**, ancien avocat personnel de Javier Milei, qui a avoué que « *3 % allaient à Karina* (Milei) *et Lule* (Menem) », détournait également des fonds concernant l'orthopédie, les implants et les fauteuils roulants. Curieusement, cette fois-ci, les informations relatives à la corruption n'ont pas émergé de l'enquête menée par le procureur Franco Piccardi, mais d'un rapport exhaustif du gouvernement lui-même. Le système a été mis au jour grâce à un audit interne du ministère de la Santé, qui a révélé des factures gonflées dans plus de 800 dossiers, tous liés à une poignée d'entreprises, et les a ajoutées au **dossier Andis** , où plusieurs éléments de preuve s'accumulaient déjà.

Selon le rapport auquel Página/12 a eu accès, le mécanisme de vol dans le secteur orthopédique était presque identique à celui des médicaments : la bande orientait les appels d'offres vers une poignée d'entreprises spécifiques et faisait facturer les fournitures à des prix exorbitants, pour ensuite se partager le butin ; le cercle était bouclé par de généreux pots-de-vin et des pourcentages reçus par les fonctionnaires et les intermédiaires qui garantissaient le fonctionnement du système, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation.

D'après le rapport du Ministère de la Santé, six entreprises ont tiré profit de cette affaire : **Ortopedia Bernat SRL**, **Farma Salud SRL**, **Artrobone Ortopedia SA**, **Cirugía y Ortopedia Imnova SA**, **BYMAX MEDICAL** et **Expo Trauma** . Certaines de ces sociétés ont servi de façade à d'autres afin de faciliter les opérations de triangulation et le partage des activités. De plus, la quasi-totalité d'entre elles, comme pour la surfacturation des médicaments onéreux, comptaient et comptent encore parmi leurs conseils d'administration des personnes liées aux anciens responsables d'ANDIS.

L' entreprise **Expo Trauma** est l'exemple le plus concret pour comprendre le fonctionnement de ce système. L'audit a révélé que le gouvernement a payé des majorations allant jusqu'à 1 800 % pour un seul fauteuil roulant, facturé 18 millions de pesos argentins (11 033,58 dollars argentins) alors que sa valeur réelle, telle que publiée en ligne, n'excédait pas 950 000 pesos (582,94 euros). L'entreprise a ainsi perçu 134 millions de pesos argentins (82 150,22 dollars argentins) pour seulement huit fauteuils roulants, alors que leur valeur totale n'aurait pas dû dépasser 11 270 000 pesos (6 906,62 euros).

De plus, il semblerait **qu'Expo Trauma** ait été fondée par **Emilio César Olguin** , un homme d'affaires qui est également administrateur suppléant d'une autre société du même réseau, **Cirugía y Ortopedia IMNOVA SA** . Par ailleurs, **Expo Trauma** partage la même adresse enregistrée **qu'Artrobone Ortopedia SA, Cirugía y Ortopedia IMNOVA SA** et **IMECO SA**.

C’est on ne peut plus louche : l’adresse en question, située **Av. Lacroze 2911, 2e étage, CABA**, est une station de lavage de voitures.

Copyright © El Correo



Pour compléter le tableau, le nom de la société apparaît dans les carnets saisis chez l'un des chefs de la bande **Miguel Ángel Calvete** , le seul inculpé actuellement emprisonné (pour proxénétisme). De plus, dans le cadre de l'enquête menée par Piccardi, « **Expo Trauma** » est explicitement mentionnée comme destinataire d'e « dons » » d'un montant de 400 700 000 $ (245 649,70 €), envoyées à **Calvete par Daniel Garbellini** , bras droit de Spagnuolo chez Andis.

Dans un autre cas, il existe également des liens familiaux : Martim Goncalo Armella, président de Cirugía y Ortopedia Imnova SA, s'est avéré être le fils d'Evangelina Ileana Garcia, qui dirige à son tour **Artrobone Ortopedia SA**.

Ainsi, le groupe mettait en scène la même supercherie que les entreprises pharmaceutiques concernant les médicaments. « *Cette interconnexion, analysée conjointement avec les écarts de prix constatés, suggère l'existence d'une manœuvre visant à simuler la concurrence. Le dépôt d'offres par des entreprises liées entre elles, appartenant à la même famille et partageant la même adresse, cherche à donner une apparence de légalité aux procédures d'achat. Ce mécanisme empêche l'agence d'accéder à des prix concurrentiels, transformant les appels d'offres en simples formalités administratives destinées à valider des prix fixés arbitrairement par le fournisseur* », conclut le rapport, versé au dossier Andis à la mi-avril.

Selon Página/12, le pouvoir judiciaire a salué le rapport du gouvernement sur l'affaire de corruption impliquant ses fonctionnaires, qualifiant ces informations de « précieuses » pour l'avancement de l'enquête. La question qui demeure est de savoir pourquoi le pouvoir exécutif se livre à ce qui s'apparente à une auto-incrimination dans cette affaire, et la réponse – malgré les démentis des porte-parole de la *Casa Rosada* – se trouve sans doute dans les luttes de pouvoir internes qui secouent le « **Triangle de fer** », lequel n'est plus ce qu'il était.

Une autre interprétation suggère que la surfacturation était si scandaleuse et si bien documentée que le gouvernement n'a eu d'autre choix que de coopérer, allant parfois jusqu'à exagérer son rôle. Par ailleurs, la Casa Rosada avait déjà manifesté son intérêt à se désolidariser de l'affaire en fermant ANDIS et en la transformant en un simple secrétariat à la santé, avec un administrateur chargé des audits. Ce n'était toutefois qu'un prétexte pour poursuivre les coupes budgétaires dans les services aux personnes handicapées, qui ne semblent pas près de s'arrêter.

La défense de Spagnuolo, nommé à la tête d'ANDIS par Javier et Karina Milei, s'est jusqu'à présent appuyée sur la contestation de l'enquête. Il a notamment soutenu que les enregistrements audio où il évoque des pots-de-vin avaient été générés par une intelligence artificielle, ce qui invaliderait l'ensemble du processus. Le juge Ariel Lijo a ordonné une expertise, mais l'enquête s'est poursuivie. Si l'argumentation de Spagnuolo était déjà fragile, le pouvoir exécutif lui-même a désormais fourni de nouveaux éléments à charge, faisant ainsi progresser l'affaire.

Copyright © El Correo

Dans ce contexte, le procureur Piccardi prévoit de poursuivre l'enquête dans les semaines à venir. Spagnuolo et Garbellini, entre autres, ont déjà comparu devant le tribunal Comodoro Py. Au total, 19 personnes ont été inculpées. Le rapport du ministre a été intégré à ces investigations.

Marges bénéficiaires de 4 000 %

Au total, l'État a versé environ 180 milliards de pesos [110 326,68 €] dans le cadre des appels d'offres examinés, qui portaient sur un large éventail de biens, allant des fauteuils roulants aux équipements médicaux de pointe.

Par exemple :

- **Lors de l'achat de valves bicavales transcathéter :** la société **Farma Salud SRL** a perçu 425 000 000 $ (260 472,27 €) pour un modèle que PAMI avait attribué quelques semaines auparavant pour 124 200 000 $ (76 109,92 €). Cela représente une surfacturation de **242 %.**
- **Endoprothèses aortobiliaires et iliaques :** un contrat a également été attribué à **Farma Salud** pour 369 800 000 $ (226 756,66 €), alors que la valeur de référence dans les appels d'offres PAMI pour le même dispositif était de 36 400 000 $ (22 304,12 €), soit une augmentation **de 242 %**
- **Un cas se distingue par l'ampleur de la fraude** . Pour la prothèse destinée au bénéficiaire **Reinoso Alexis**, la société **Ortopedia Bernat SRL** a facturé 12 150 000,00 $ (7 444,68 €). Selon l'analyse comparative de l'audit, ce montant représente une surfacturation de **4 239 %** par rapport au prix de référence du marché pour un équipement aux caractéristiques identiques.

Dans le cas de **Farma Salud**, qui est l'entreprise qui a le plus profité de cette situation (avec environ 7,9 milliards de dollars), un autre détail vient compléter le tableau : son président est **Osmar Mariano Caballi** , qui a dirigé ANDIS pendant quelques mois sous l'administration d'Alberto Fernández avant de rejoindre le secteur privé. À cet égard, il a suivi le même parcours (du privé au public, puis du public au privé) que **Garbellini** , **Calvete** , et même **Pablo Atchabaian**, autre figure clé de cette affaire, qui a dirigé **Incluir Salud** sous l'administration Macri. **Caballi** a témoigné lundi dernier, se contentant de fournir une déclaration écrite niant les accusations.

Matías Ferrari* pour [**Página 12**

Página 12. Buenos Aires, le 12 mai 2026.

Traduit de l'espagnol *El Correo de a Diáspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diaspora. Paris, le 13 mai 2026.

Copyright © El Correo